

nom. Dans le cas actuel, au lieu de risquer de commettre une erreur, j'ai en main un livre, emprunté de la Bibliothèque du Parlement et intitulé: «Trudeau—Le fédéralisme et la société canadienne française.» A la page 129, dans un chapitre coiffé du titre: «La pratique et la théorie du fédéralisme», il consacre plusieurs pages à expliquer une doctrine fort instructive. Encore une fois, au lieu d'ennuyer la Chambre avec des citations, je suggère à tous ceux qui peuvent m'entendre, qui entendront parler de mon discours, ou qui m'auront cité incorrectement dans la presse ou ailleurs, de lire ce chapitre avec soin.

Il est en excellent anglais, monsieur l'Orateur. Le premier ministre est parfaitement bilingue, cela ne fait aucun doute. Il est capable de nous communiquer sa pensée en termes clairs et nets et, dans ce chapitre, il loue le socialisme, le socialisme intégral. Si l'on associe cela à la remarque de M. Woodsworth que je viens de citer—M. Woodsworth qui est le père spirituel du socialisme au Canada et pour qui socialisme égale communisme—on en arrive inévitablement à la conclusion que le premier ministre embrasse la même cause. Si tel n'est pas le cas, j'aimerais entendre un démenti.

Ce chapitre dont j'ai fait mention a d'abord paru dans un autre ouvrage, que je me suis aussi procuré à la Bibliothèque du Parlement. Cet ouvrage s'intitule: *Social Purpose for Canada*; rédigé par Michael Oliver, l'ouvrage a été publié par la *University of Toronto Press* en 1961. On y trouve le texte intégral de ce même chapitre. J'ai pris la peine de vérifier. J'ai comparé les deux textes et ils sont identiques.

A la radio et à la télévision, de même qu'à la Chambre, on a prétendu que nous avons maintenant un premier ministre moderne et éclairé. Dois-je comprendre qu'une brève année au pouvoir l'a transformé, tout comme la personnalité de saint Paul a été soudainement modifiée sur le chemin de Damas? On insinue qu'il a aperçu la nouvelle lumière de la démocratie. Il ne croit plus à ces sottises. Sottises politiques, voilà tout ce que je puis en dire. Il repasse le Manifeste de Regina de 1933...

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Des bravos de la gauche.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Des bravos fusent de la gauche. Ils voudraient nous faire croire que le Manifeste de Regina, ou même une version miti-

[M. Bigg.]

gée, est la réponse aux problèmes économiques du Canada. Or si c'est le cas, monsieur l'Orateur, si la formule est partout efficace, pourquoi n'a-t-elle pas réussi en Angleterre? C'est ce que j'ai demandé hier soir.

J'ai souvent entendu dire: «Vous aviez une majorité conservatrice. Pourquoi n'avez-vous pas bâti le Canada durant votre court mandat?» Les socialistes ont été portés au pouvoir trois fois en Angleterre depuis la fin de la guerre, mandat plus long que tous ceux que nous avons eus, mais l'expérience socialiste y a été un échec complet. La raison en est—j'en mettrais ma tête à couper—que toute théorie qui place l'État au-dessus de l'individu est fausse, dangereuse, corrompue et indispensable pour les Canadiens sains d'esprit. Si M. Trudeau a changé d'idée, je serais le premier...

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): Le député d'Oshawa-Whitby invoque le Règlement.

M. Bigg: J'espère qu'il pose la question de privilège.

M. Broadbent: En effet, et le plus sérieusement, car je ne doute pas un instant de l'intégrité du député, même si je ne pense pas du tout comme lui. Il faisait allusion à un distingué ancien député, M. J. F. Woodsworth, qui était respecté de tous les partis, et je lui demanderais sincèrement s'il n'accuse pas le système politique dont cet ancien député a parlé—en oubliant de faire la distinction que M. Woodsworth ferait, en tant que chrétien, entre socialisme et communisme...

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Ce n'est pas un rappel au Règlement, mais un discours.

M. Bigg: Monsieur l'Orateur, nous ne faisons pas ici le procès du christianisme, mais peut-être celui du socialisme à outrance.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Je parle d'impôt sur le revenu et, à mon avis, lorsqu'il dépasse un certain point, cela devient du socialisme pratiqué à l'aide de la loi. Je m'oppose à une loi de ce genre, qui m'enlève une si grande partie de mon revenu que je ne suis plus maître de ma propre destinée. Grâce à la législation financière, le socialisme s'infiltré au Canada, même si les contribuables ne le prennent guère. J'assure la